

Note conceptuelle

Quatrième manifestation parallèle – Migrations et développement rural

➤ Objectifs et justification de la manifestation parallèle

La manifestation parallèle a pour objectifs de faire mieux connaître la question et de faciliter le débat sur les corrélations entre les migrations, la sécurité alimentaire et le développement agricole et rural et la réflexion sur des moyens concrets de traiter les causes des migrations et de mettre à profit la contribution de ces mouvements à tous les aspects du développement durable, en particulier à l'appui de l'adoption, de la mise en œuvre et du suivi du pacte mondial sur les migrations aux niveaux régional et national.

La manifestation rassemblera des participants à la Conférence régionale pour l'Afrique et servira de plateforme de partage d'informations sur les approches pertinentes, l'expérience acquise, les enseignements tirés et les bonnes pratiques à l'échelon régional, en ce qui concerne les migrations, la sécurité alimentaire, le changement climatique et le développement agricole et rural, y compris par les partenariats avec le secteur privé, des institutions financières, la société civile, des migrants et des membres de la diaspora. Par ailleurs, les participants apporteront des idées de leurs pays et de leurs institutions respectives, ce qui enrichira la discussion, et réaffirmeront leur volonté d'approfondir la connaissance des schémas, des facteurs et des effets des migrations rurales et de renforcer la cohérence entre les politiques migratoires et les principaux programmes et politiques sectoriels, qui intéressent notamment le développement agricole et rural, l'emploi des jeunes, le changement climatique et la protection sociale.

Enfin, la manifestation parallèle sera l'occasion d'amorcer une réflexion régionale sur des initiatives qui permettent d'intégrer les migrations dans les plans de développement et les politiques, stratégies et programmes relatifs à l'agriculture et au développement rural à l'échelon national, afin de traiter les causes des migrations et d'exploiter le potentiel que présentent ces déplacements en matière de développement. Il convient d'accorder une attention particulière aux besoins et aux aspirations des femmes et des jeunes (en encourageant la création d'emplois décents, tant sur les exploitations que dans des activités rurales non agricoles, par exemple) et de veiller à promouvoir des migrations sûres et régulières dans la région (programmes de migrations saisonnières dans le secteur agricole, par exemple) et à faciliter l'utilisation des transferts de fonds et des ressources financières de la diaspora aux fins d'investissements productifs dans l'agriculture.

➤ Contexte

Les migrations sont un phénomène mondial complexe, qui a une incidence sur la vie de centaines de millions de personnes. Selon les données disponibles, il y aurait 258 millions de migrants internationaux dans le monde¹, 763 millions de migrants internes² et 65,6 millions de personnes déplacées de force³. Environ 14 pour cent des migrants internationaux sont originaires d'Afrique⁴ et 75 pour cent des flux migratoires en provenance d'Afrique subsaharienne ont pour destination un pays du continent. Des éléments factuels indiquent que la plupart des migrants sont issus de milieux ruraux (85 pour cent en Ouganda et 93 pour cent au Burkina Faso, par exemple) et que les jeunes ruraux sont davantage enclins à migrer⁵.

¹ Département des affaires économiques et sociales (DAES), 2017. International Migration Report 2017: Highlights.

² DAES, 2013. Cross-national comparison of internal migration: and update on global patterns and trends.

³ International Displacement Monitoring Centre (IDMC), 2017. Global Report on Internal Displacement.

⁴ DAES, 2017. International Migration Report 2017: Highlights.

⁵ FAO et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), 2017. Rural Africa in motion: Dynamics and drivers of migration South of the Sahara.

Les facteurs qui sous-tendent les migrations rurales sont complexes et entremêlés: conflits, violence et catastrophes naturelles, mais aussi pauvreté rurale, insécurité alimentaire, manque de débouchés professionnels, inégalités, accès limité à la protection sociale et effets négatifs de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, entre autres. Nombre de personnes seules et de familles quittent les campagnes car elles n'y voient aucune solution viable qui leur permettrait de sortir de la pauvreté.

Les migrations comportent des avantages et des inconvénients pour les pays d'origine, de transit et de destination. Dans les zones rurales d'origine, les migrations sont susceptibles de réduire la pression qui s'exerce sur le marché du travail local et d'encourager une répartition plus efficace de la main-d'œuvre, tout en contribuant à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence ruraux grâce à des investissements dans le capital, à des transferts de compétences et de technologie, au savoir-faire et aux réseaux sociaux. Néanmoins, les migrations peuvent aussi priver les campagnes de la catégorie de main-d'œuvre la plus vitale et la plus dynamique, ce qui a des conséquences évidentes sur la productivité agricole. Dans les zones de transit et de destination, des migrations sûres, ordonnées et régulières peuvent compenser des pénuries de main-d'œuvre et contribuer au développement de la population d'accueil. Toutefois, elles représentent un défi pour les autorités locales, qui doivent fournir des services publics de qualité tant aux migrants qu'à la population d'accueil. Compte tenu de ces aspects, une action mondiale s'impose, qui doit être exhaustive et associer interventions humanitaires et aide au développement.

Malgré l'insuffisance des données sur les migrations rurales, les pays africains prennent conscience des conséquences des migrations sur leur développement et des possibilités que la mobilité humaine peut aussi offrir à cet égard. C'est pourquoi ils élaborent et/ou mettent en œuvre actuellement des politiques qui visent à gérer efficacement les flux migratoires au départ et à destination de leur territoire. Cependant, il est nécessaire d'en faire davantage pour produire des éléments plus solides qui indiquent en quoi le caractère complexe des migrations influe sur le processus de transformation structurelle en cours et montre les effets réciproques de ces deux phénomènes, et pour renforcer la cohérence entre les politiques, stratégies et programmes concernant les migrations, l'agriculture et le développement rural.

➤ **La question des migrations dans le programme des Nations Unies**

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (dénommé ci-après le Programme 2030), qui traduit la volonté de ne laisser personne de côté, reconnaît que les migrations ont une forte incidence sur le développement durable des pays d'origine, de transit et de destination. Les migrations contribuent à la réalisation de plusieurs objectifs comme l'élimination de la faim et de la pauvreté, la réduction des inégalités ou encore la promotion de la durabilité environnementale. En outre, le Programme 2030 contient plusieurs cibles relatives aux migrations (cible 10.7: faciliter des migrations sûres, ordonnées, régulières et responsables et la mobilité humaine, y compris par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées, par exemple) et appelle à examiner périodiquement les progrès accomplis quant à leur concrétisation à partir de données ventilées, entre autres, par statut migratoire.

Pour faire face aux déplacements massifs de réfugiés et de migrants, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 19 septembre 2016, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qui réaffirme la volonté des États Membres de protéger les droits fondamentaux de tous les migrants et la nécessité de s'attaquer aux facteurs qui sous-tendent ces vastes mouvements de population. La Déclaration de New York appelait à élaborer et à adopter en 2018 au plus tard deux pactes mondiaux, un sur les réfugiés et un sur les migrants, de manière à transcrire les engagements généraux sous la forme de mesures concrètes aux niveaux mondial, régional et national.

Par conséquent, 2018 est une année cruciale s'agissant de l'adoption d'une approche complète et intersectorielle des politiques en matière de migrations. L'agriculture et le développement rural doivent être un pivot de cette démarche. Il faut que les mesures prises au niveau mondial dans ce domaine se fondent sur des éléments plus solides et une meilleure connaissance des liens mutuels entre la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural, la transformation rurale et les migrations.

➤ **Le rôle de la FAO dans le domaine des migrations**

Les facteurs et les effets des migrations sont étroitement liés aux objectifs mondiaux de la FAO qui consistent à lutter contre la faim et à concrétiser la sécurité alimentaire, à réduire la pauvreté et à promouvoir une utilisation durable des ressources naturelles. Les travaux de l'Organisation sur les migrations visent à intégrer une perspective axée sur l'agriculture et le développement rural dans les mesures prises pour faire face aux enjeux des migrations. L'avantage comparatif de la FAO tient à son expertise dans l'ensemble des domaines de l'aide humanitaire et du développement, sur les aspects concernant les liens entre le développement rural et la mobilité humaine. En collaboration avec les États, d'autres organismes des Nations Unies, le secteur privé, la société civile et les populations locales, la FAO contribue fortement à lutter contre les causes des migrations internes et internationales et à exploiter le potentiel de développement de la mobilité humaine, en particulier à l'appui de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

La FAO renforce actuellement sa collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les organismes ayant leur siège à Rome, ainsi qu'avec des instituts de recherche et des partenaires de développement. Elle participe aussi à des mécanismes de coopération mondiale existants, comme le Groupe mondial sur la migration (GMM) et le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD). Elle coprésidera, avec l'OIM, le GMM en 2018 et plaidera en faveur du rôle de l'agriculture et du développement rural dans la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) et des cibles liées aux migrations. Les migrations étaient aussi le thème de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) 2017.

La Conférence régionale de la FAO représente une occasion d'œuvrer au renforcement des engagements pris en matière de coopération régionale, sous-régionale et interrégionale et de renforcer les programmes de politique générale relatifs aux migrations. Elle permettra aussi d'envisager d'accroître la coordination avec les ministères participant au processus qui doit aboutir à l'adoption du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, afin de tenir compte des relations mutuelles entre les migrations, la sécurité alimentaire et le développement rural dans le pacte mondial, ainsi que dans la suite qui y sera donnée et dans sa mise en œuvre. Une fois le pacte mondial adopté, il sera crucial de transcrire ces engagements sous une forme concrète.

➤ **La migration des jeunes ruraux et les facteurs qui la sous-tendent**

En 2015, quelque 34 pour cent des migrants internationaux originaires d'Afrique étaient âgés de 15 à 24 ans. Toutefois, les jeunes se déplacent principalement à l'intérieur de leur pays. Selon les éléments recueillis dans plusieurs pays africains, les migrants sont pour la plupart de sexe masculin et âgés de 15 à 34 ans; l'emploi est leur principale motivation⁶. Les femmes rurales migrent pour des raisons différentes et sont confrontées à des difficultés particulières d'ordre social. Elles se déplacent essentiellement pour des motifs familiaux.

Nombre de jeunes considèrent l'émigration rurale et l'abandon de l'agriculture comme la seule solution pour obtenir un meilleur emploi, améliorer leurs perspectives de vie et satisfaire leurs aspirations et leurs besoins. Bien que les facteurs qui sous-tendent les migrations rurales soient multiples et souvent corrélés, ceux qui concernent particulièrement les jeunes ruraux sont l'impossibilité d'obtenir un emploi décent et le besoin d'avoir accès à des services plus nombreux et de meilleure qualité. En fait, les jeunes ruraux qui souhaitent gagner leur vie dans le secteur agricole se heurtent à des difficultés supplémentaires, notamment le manque d'informations et de possibilités de renforcer leurs compétences et leur formation, un accès limité aux ressources (terres et marchés, par exemple) et aux services financiers et une faible participation au dialogue sur les politiques et aux processus décisionnels.

Les jeunes qui émigrent par extrême nécessité sont plus vulnérables et risquent davantage d'être défavorisés que les migrants plus âgés. En général, ils se déplacent seuls et ne disposent pas toujours de compétences ni de ressources qui leur permettent d'être compétitifs sur le marché du travail structuré,

⁶ FAO, 2017. Evidence on internal and international migration patterns in selected African countries.

tant dans leur zone rurale d'origine que dans leur ville de destination. Ils sont souvent contraints à s'installer dans des quartiers informels et risquent de se trouver bloqués dans des emplois mal rémunérés ou informels, voire dangereux, ou piégés par le chômage ou le sous-emploi. La plupart des jeunes migrants sont exposés à la discrimination, à l'exclusion sociale, à la violence, aux mauvais traitements et à l'exploitation. Les jeunes migrantes sont souvent confrontées à une triple discrimination, parce qu'elles sont à la fois des femmes, des jeunes et des migrantes.

Sachant qu'environ 20 millions de personnes – dont 12 millions en zone rurale – arrivent sur le marché du travail chaque année en Afrique subsaharienne, le défi pour la sous-région consiste à créer suffisamment d'emplois pour absorber cette explosion de la main-d'œuvre. Il est crucial de créer de nouveaux débouchés professionnels dans les campagnes. La population de l'Afrique subsaharienne est la plus jeune du monde: les personnes de 15 à 24 ans représentent plus de 60 pour cent de la population totale et 45 pour cent de la main-d'œuvre⁷. Dans la sous-région, 48,1 pour cent des jeunes sont des chômeurs de longue durée. Il n'est donc pas surprenant que, compte tenu de la relative lenteur du processus d'urbanisation, 62 pour cent de la population (selon les estimations) vive toujours à la campagne. Les investissements dans l'agriculture, le développement rural durable, l'adaptation au changement climatique et des moyens d'existence résilients doivent constituer un volet important de la solution aux problèmes que posent actuellement les migrations.

➤ **Public cible/participants à la manifestation parallèle**

La manifestation vise à rassembler les personnes qui peuvent présenter des exemples de réussite et celles qui peuvent en tirer des enseignements. Les migrations et le développement rural sont des questions horizontales, sur lesquelles un large éventail d'acteurs peuvent jouer, à savoir:

- les responsables politiques aux niveaux national et régional;
- l'OIM et d'autres organismes des Nations Unies;
- des organisations donatrices;
- des acteurs du secteur privé;
- des organisations de la société civile (OSC);
- des organisations de jeunes;
- des associations de migrants et de membres de la diaspora;
- le monde universitaire.

➤ **Résultats attendus**

Le compte rendu, les principaux enseignements et les recommandations de la manifestation parallèle figureront parmi les résultats de la Conférence régionale. L'un des résultats essentiels de la manifestation sera un consensus au sujet du caractère complexe des migrations (y compris les volets agricole et rural) et de la question de savoir pourquoi certains modèles ou politiques qui favorisent le développement agricole et rural en vue de limiter les migrations fonctionnent bien dans certains pays mais ne sont pas aussi fructueux dans d'autres. Le débat devrait se poursuivre à l'échelon national, le but recherché étant d'influer sur des réformes importantes des politiques qui amélioreront les conditions dans lesquelles se déroulent les migrations et le développement rural et d'aider les parties prenantes nationales et régionales à transcrire les déclarations et engagements officiels contenus dans le pacte mondial sur les migrations sous la forme de mesures et de résultats concrets aux niveaux régional et national.

➤ **Effets escomptés**

⁷ La population de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 645 millions entre 1975 et 2015 et cet accroissement devrait doubler (1,4 milliard) sur la période 2015-2055. FAO et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), 2017. Rural Africa in motion: Dynamics and drivers of migration South of the Sahara.

Les effets escomptés de la manifestation en marge sont les suivants: a) faire mieux connaître les programmes, modèles et approches fructueux de la FAO et des partenaires en matière de migrations et de développement rural mais aussi les politiques et programmes nationaux qui fonctionnent bien dans ces domaines; b) prêter un appui au programme de développement des pays en appliquant des politiques dont l'effet positif est bien démontré; c) fournir une plateforme qui permette d'étudier les possibilités de favoriser des migrations positives et le développement rural; d) lancer une ou plusieurs initiatives régionale(s) ou sous-régionale(s) sur les migrations et le développement; e) réaffirmer la volonté des bureaux de pays de la FAO d'améliorer les éléments concrets sur les schémas, les facteurs et les effets des migrations rurales et e) définir plus clairement comment la FAO peut aider les pays en ce qui concerne l'adoption, la mise en œuvre et le suivi du pacte mondial sur les migrations aux niveaux régional et national.

Ordre du jour et participants

	Modérateur:
7 minutes	Observations liminaires: Sous-Directeur général/Représentant régional, Bureau régional pour l'Afrique (RAF) Exposé liminaire: M. Hassan Abdel Moneim, Envoyé spécial de l'OIM au Soudan
8 minutes	Intervenant: M. Patrick Kormawa, Coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est et Représentant de la FAO auprès de l'UA et de la CEA Présentation de l'atlas <i>Rural Africa in motion. Dynamics and drivers of migration South of the Sahara</i> , élaboré par la FAO et le CIRAD Vidéo: «Promoting alternatives to migration for Ethiopian rural youth» [Promouvoir des alternatives à la migration pour les jeunes ruraux d'Éthiopie]
20 minutes	Groupe de discussion modéré par ... Participants: des représentants de plusieurs États (ministres éthiopiens et sénégalais), de l'UA (Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture), de la Commission européenne (à confirmer), d'organisations de migrants et de membres de la diaspora (Migrant Watch) et d'OSC feront part de leur expérience et des enseignements tirés dans divers domaines, qui s'inscrivent dans le thème de la manifestation
8 minutes	Débats en séance plénière Le modérateur ouvrira une séance qui sera l'occasion de formuler des questions-réponses, des remarques, des observations, des recommandations mais aussi des engagements. À la fin, il récapitulera brièvement les principaux points à retenir et recommandations de la manifestation, y compris les engagements concrets
2 minutes	Observations finales: Sous-Directeur général/Représentant régional, Bureau régional pour l'Afrique (RAF)